

**No. 46895**

---

**United Nations  
(Office of the High Commissioner for Human Rights)  
and  
Mauritania**

**Agreement between the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the Government of the Islamic Republic of Mauritania concerning the establishment of a Country Office of the High Commissioner in Mauritania. New York, 22 September 2009**

**Entry into force:** *22 September 2009 by signature, in accordance with article XXIII*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *ex officio, 2 November 2009*

---

**Organisation des Nations Unies  
(Haut-Commissariat aux droits de l'homme)  
et  
Mauritanie**

**Accord entre le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie relatif à l'établissement d'un Bureau du Haut-Commissariat en Mauritanie. New York, 22 septembre 2009**

**Entrée en vigueur :** *22 septembre 2009 par signature, conformément à l'article XXIII*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *d'office, 2 novembre 2009*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**  
**RELATIF A**  
**L'ETABLISSEMENT D'UN BUREAU DU HAUT-COMMISSARIAT EN MAURITANIE**

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (ci-après le « HCDH ») et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (ci-après le « Gouvernement ») ;

*Réaffirmant* leur attachement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, en particulier ceux énoncés à l'Article 1, paragraphe 3 visant la réalisation de la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ;

*Reconnaissant* l'importance du respect des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ;

*Gardant à l'esprit* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la Déclaration et la Plateforme d'action de Pékin adoptées le 15 septembre 1995 par la Quatrième Conférence mondiale sur les Femmes, la Déclaration du Millénaire des Nations Unies adoptée le 8 septembre 2000 par l'Assemblée générale, la Déclaration et le Programme d'action de Durban adoptés le 8 septembre 2001 par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, et l'intolérance qui y est associée, le Document final du Sommet mondial de 2005 adopté le 16 septembre 2005 par l'Assemblée générale;

*Considérant* les engagements pris par la République islamique de Mauritanie, en signant et ratifiant les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, en invitant les procédures spéciales établies en matière de droits de l'homme et en appliquant les recommandations formulées par les dites procédures spéciales et celles formulées par les organes des traités que la Mauritanie a ratifiés ;

*Considérant* que la République islamique de Mauritanie n'a pas ratifié la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, les deux Parties au présent Accord conviennent que la Convention s'applique dans son intégralité, sans aucune réserve ni déclaration limitant sa,

portée, au HCDH jusqu'à ce que la Mauritanie devienne un Etat Partie à la Convention, sous réserve des dispositions énoncées dans le présent Accord ;

*Considérant* l'Accord entre le Gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement signé le 19 juillet 1979 ;

*Considérant* enfin que, selon les deux Accords ci-dessus mentionnés et en vigueur, le Gouvernement applique à l'Organisation des Nations Unies et à ses organes, y compris le HCDH, ainsi qu'à ses biens, fonds et avoirs et à ses fonctionnaires, y compris le Chef du Bureau, les autres fonctionnaires, le personnel affecté à un service d'appui au Bureau et le personnel recruté localement et rémunéré au taux horaire, et les experts en mission, les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ; le personnel du Bureau bénéficie de tous les autres privilèges et immunités qui pourront être nécessaires pour permettre au HCDH de remplir efficacement ses fonctions

*Ayant* à l'esprit l'intérêt du Gouvernement pour l'établissement d'un bureau du HCDH ayant pour mandat d'assister les autorités de Mauritanie dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et programmes en vue de promouvoir et protéger les droits de l'homme ;

*Ayant* à l'esprit le mandat conféré au Haut-Commissaire par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, sur la promotion et la protection des droits de l'homme ;

*Considérant* que l'établissement du Bureau prévu dans le présent Accord pourrait contribuer efficacement à la promotion et à la protection des droits fondamentaux et faciliter l'application des engagements pris par la Mauritanie, notamment ceux contenus dans les conventions internationales relatives aux droits de l'homme qu'il a signées et ratifiées.

Sont convenus de ce qui suit :

#### **Article I Définitions**

Aux fins du présent Accord, l'expression :

- a) « Le Bureau » s'entend du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Mauritanie;
- b) « La Convention » s'entend de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946;
- c) « Locaux » s'entend du siège du Bureau établi à Nouakchott et de bureaux auxiliaires ou autres locaux qui pourraient être établis ailleurs en République islamique de Mauritanie en accord avec le Gouvernement;
- d) « Parties » s'entend du HCDH et du Gouvernement;
- e) « Chef du Bureau » s'entend du fonctionnaire des Nations Unies chargé de diriger et de

superviser, au nom et sous l'autorité du Haut-Commissaire, les activités du Bureau;

f) « Autorités nationales compétentes » s'entend des autorités gouvernementales, municipales et autres représentants et fonctionnaires relevant de l'administration, de la magistrature, de l'armée ou de la police.

g) « Fonctionnaires du Bureau » s'entend du Chef du Bureau et de tous les membres du personnel, quelle que soit leur nationalité, employés conformément aux Statut et Règlement du Personnel de l'Organisation des Nations Unies;

h) « Experts en mission » s'entend des personnes autres que les fonctionnaires mentionnés au paragraphe f ci-dessus, qui relèvent de l'article VI de la Convention.

i) « Personnes fournissant des services » s'entend des personnes autres que les fonctionnaires du Bureau et les experts susmentionnés, qui fournissent des services pour le compte du Bureau, au sens de l'Article IX, paragraphe 5, de l'Accord entre le Gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement signé le 19 juillet 1979 ;

## **Article II Objet et portée territoriale de l'Accord**

L'objet du présent Accord est d'établir le Bureau du HCHD en Mauritanie, de régler le statut du Bureau, de ses locaux et de son personnel et de faciliter ses activités en coopération avec le Gouvernement.

## **Article III Application de la Convention**

Le Bureau, ses locaux, ses communications, ses biens, fonds et avoirs, ses Laissez-Passer et certificats, son personnel et ses experts en mission en Mauritanie jouissent des privilèges et immunités prévus dans la Convention.

## **Article IV Mandat et principes généraux relatifs au bon fonctionnement du Bureau**

1. En conformité avec la Charte des Nations Unies, le mandat défini dans la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, du 20 décembre 1993 et dans le cadre du présent Accord, le Bureau veille au respect des règles et principes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, avec pour objectif de conseiller et d'assister les autorités mauritaniennes sur les stratégies, les programmes et les mesures à mettre en œuvre pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en Mauritanie ; dans l'exercice de cette fonction, le Bureau élabore des rapports analytiques destinés au Haut-Commissaire qui communiquera les renseignements pertinents au Conseil des droits de l'homme, à l'Assemblée générale et au Secrétaire général des Nations Unies. Ces rapports prendront en compte les observations du Gouvernement auquel ils auront été préalablement communiqués. Dans le cadre de ses compétences, le Bureau apporte également une assistance technique et un appui aux représentants de la société civile, aux organisations non gouvernementales et aux individus.

2. Les activités du Bureau devront être guidées par les principes suivants :

(a) Toutes les activités du Bureau doivent contribuer à réaliser son mandat et atteindre ses objectifs;

(b) Le Bureau fonctionne dans le cadre des dispositions du présent Accord, comme un centre de consultation et de dialogue en vue de promouvoir un climat de confiance dans tous les secteurs concernés par les questions de droits de l'homme tout en maintenant des contacts et travaillant en coordination avec le Gouvernement;

(c) Le Bureau agit avec discrétion dans le cadre de ses compétences en étant guidé par les principes des Nations Unies, notamment les principes d'impartialité, d'indépendance, d'objectivité et de transparence.

**Article V Fonctions du Bureau**

Le Bureau, qui agit dans le cadre de son mandat et sous l'autorité du Haut-Commissaire, accomplit notamment les tâches suivantes :

(a) Suivre attentivement la situation des droits de l'homme à travers tout le pays; dans l'exercice de cette fonction, prendre contact de manière appropriée avec les autorités compétentes, les organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que tout individu pouvant contribuer à sa mission ;

(b) Coopérer avec le Gouvernement dans l'application des normes internationales des droits de l'homme en particulier des instruments internationaux relatifs audits droits ratifiés par la Mauritanie et en vue de la ratification d'autres instruments internationaux pertinents, dans l'adoption de législations appropriées, ainsi que dans la formation et l'enseignement des droits de l'homme ;

(c) Assister le Gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations formulées dans les différents rapports nationaux et internationaux pertinents ;

(d) Coopérer avec le Gouvernement dans d'autres domaines ayant un impact sur la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment la réforme du système judiciaire, la lutte contre les séquelles de l'esclavage, la lutte contre l'impunité pour les violations des droits humains qui ont eu lieu durant les années 1980 et 1990 (localement connu comme « le passif humanitaire ») et la protection des victimes des violations des droits humains ;

(e) Conseiller et assister la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), la Direction des droits de l'homme (DRH), la police et le personnel pénitentiaire, la magistrature et toutes autres institutions nationales œuvrant dans les domaines de la promotion et de la protection des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les individus sur les questions relatives à la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris l'utilisation et le

fonctionnement des mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme ;

- (f) S'assurer que les recommandations et les décisions des organes conventionnels des Nations Unies et des autres organisations internationales sont prises en compte par les autorités gouvernementales ayant l'autorité et la responsabilité dans ces domaines et les conseiller sur l'adoption de mesures spécifiques pour leur mise en œuvre ;
- (g) Conseiller et assister le Coordonnateur Résident et l'Equipe de pays des Nations Unies en Mauritanie sur les questions de promotion et protection des droits de l'homme et de renforcement des capacités nationales, ainsi que d'intégration des droits de l'homme dans leurs activités et programmes ;
- (h) Faire rapport au Haut-Commissaire, qui communiquera, selon la situation et le besoin, les informations pertinentes au Conseil des droits de l'homme, au Secrétaire général des Nations Unies et à l'Assemblée générale. L'opportunité de rendre public des rapports ou communiqués relève du pouvoir discrétionnaire du Haut-Commissaire. Ces rapports prendront en compte les observations du Gouvernement auquel ils sont préalablement communiqués.

#### **Article VI Statut du Bureau**

1. Le siège du Bureau est établi à Nouakchott. Pour lui permettre de mener à bien ses activités conformément au présent Accord, le HCDH peut établir des bureaux auxiliaires ou d'autres locaux ailleurs sur le territoire de la République islamique de la Mauritanie, en accord avec le Gouvernement.

2. Le Bureau, ses bureaux auxiliaires ou tous autres locaux, biens, fonds et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction sauf dans la mesure où, dans un cas particulier, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies y a expressément renoncé. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

3. Tous les locaux utilisés par le Bureau sont inviolables. Les biens et avoirs du Bureau, ses bureaux auxiliaires ou autres locaux, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative. Les locaux utilisés temporairement pour des réunions organisées par le Bureau sont considérés, pendant la durée de la réunion, comme des locaux du Bureau. Le Bureau informera auparavant les autorités nationales des arrangements prévus pour ces réunions.

4. Les archives du Bureau, de ses locaux et, d'une manière générale, tous les documents appartenant au Bureau ou détenus par le Bureau, sont inviolables, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur.

5. Les autorités nationales compétentes ne peuvent pénétrer dans les locaux du Bureau dans

l'exercice de fonctions officielles, sans le consentement exprès du Chef du Bureau et selon les conditions agréées par lui. En cas d'incendie ou de tout autre sinistre, ce consentement est toujours requis.

#### **Article VII Le Bureau, ses avoirs et autres biens**

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, le Bureau:

(a) peut détenir et utiliser des fonds ou disposer de comptes tenus dans une quelconque monnaie ainsi qu'effectuer des écritures comptables en monnaies étrangères ;

(b) est libre de transférer ses fonds ou devises d'un pays à l'autre ou à partir de Mauritanie, d'effectuer des transferts au bénéfice des autres organisations ou organismes de l'Equipe de pays des Nations Unies en Mauritanie ;

(c) doit bénéficier dans le cadre de ses transactions financières, du meilleur taux de change.

#### **Article VIII Exonération d'impôts**

1. Le Bureau, ses fonds, ses avoirs, revenus et autres biens sont :

(a) Exonérés de tout impôt direct, taxe à la valeur ajoutée, redevance, conformément à ses privilèges et immunités. Il est entendu, toutefois, que le Bureau ne demande pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique ;

(b) Exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés pour l'usage officiel du Bureau. Il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire de la République islamique de Mauritanie, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement ;

(c) Exonérés de tous droits de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

#### **Article IX Communications**

1. Pour ses communications officielles et ses moyens de communication en général, le Bureau doit bénéficier d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par le Gouvernement à toute autre mission diplomatique ou aux autres organisations intergouvernementales, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes, notamment pour les moyens de communications suivants: le courrier, le télégramme, la télécopie, la liaison satellite, la vidéoconférence, le téléphone, les courriels et SMS et tout autre moyen de communication, ainsi que pour les informations diffusées par voie de presse et radio.

2. Le Bureau bénéficie des facilités de communication prévues à l'article III de la convention. En conséquence, la correspondance officielle et les autres communications officielles du Bureau ne peuvent être censurées. Cette immunité s'étend aux imprimés, aux données photographiques et électroniques et à d'autres formes de communication convenues d'un commun accord entre les Parties. Le Bureau a le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par courrier ou par valises scellées, qui sont tous inviolables et ne peuvent être censurés. Le personnel du Bureau a le droit de communiquer avec son siège à Genève et entre ses membres sur le terrain par radio, téléphone, télécopie, liaison satellite, courrier électronique ou tout autre moyen de communication.

#### **Article X Statut du personnel du Bureau**

1. Les fonctionnaires du Bureau jouissent :

- (a) des privilèges et immunités prévus aux articles V et VII de la Convention ;
- (b) de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits ; cette immunité continuera à leur être accordée après qu'ils auront cessé leurs fonctions auprès du Bureau ;
- (c) de l'immunité évitant toute inspection ou saisie de leurs bagages ;
- (d) de l'exonération d'impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies ;
- (e) de l'exemption de toute obligation relative au service national ;
- (f) de l'exemption des restrictions à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers ;
- (g) de l'exonération des taxes relatives à l'émission des pièces d'identité, visas, licences et permis, et aux formalités d'immigration pour eux, leurs conjoints et leurs dépendants ;
- (h) des mêmes privilèges en ce qui concerne les facilités de change que le personnel de rang comparable attaché aux missions diplomatiques auprès du Gouvernement ;
- (i) en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints, dépendants et membres de leur famille qui sont à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que celles alors accordées aux envoyés diplomatiques ;
- (j) de l'importation en franchise de leurs biens mobiliers et effets personnels et tous appareils ménagers au moment où ils prendront leur fonction dans le pays ;
- (k) de l'importation en franchise et sans avoir à acquitter des taxes de consommation de quantités limitées de certains articles destinés à leur consommation personnelle, en respectant les règlements publics applicables ;



(l) de l'importation d'un véhicule à moteur en franchise et sans avoir à acquitter des taxes de consommation, notamment de taxes à la valeur ajoutée, en respectant les règlements publics applicables.

3. En plus des privilèges et immunités énumérés ci-dessus, le Chef du Bureau jouit ainsi que son conjoint et ses enfants mineurs des privilèges et immunités, facilités et avantages normalement accordés aux Chefs de missions internationales. Le nom du Chef du Bureau est inscrit dans l'annuaire diplomatique du Ministère des Affaires étrangères.

#### **Article XI Représentants du HCDH et experts en mission**

Les représentants du HCDH en mission temporaire en Mauritanie et les experts en mission travaillant étroitement avec le Bureau jouissent, pendant la durée de cette mission, des privilèges, immunités et facilités prévus aux articles VI, Section 22 et 23 et VII, Section 26 de la Convention.

#### **Article XII Personnes fournissant des services**

1. Les personnes fournissant des services au Bureau :

a) Jouissent de l'immunité de juridiction pour leurs propos, leurs écrits et tous autres actes accomplis dans l'exercice du service fourni ; cette immunité subsiste après leur cessation de service au Bureau ;

b) Jouissent, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que les envoyés diplomatiques.

2. Afin de leur permettre d'exercer leur service de manière indépendante et efficacement, les personnes fournissant des services au Bureau, peuvent bénéficier d'autres privilèges, immunités, exemptions et facilités convenues entre les deux Parties au présent Accord.

#### **Article XIII Personnel recruté localement et rémunéré au taux horaire**

1. Les fonctionnaires du Bureau recrutés en Mauritanie et rémunérés au taux horaire jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle y compris leurs paroles et écrits.

2. Les conditions et termes de leur emploi sont régis par les arrangements contractuels relatifs à leur engagement et état de service.

#### **Article XIV Levée de l'immunité**

1. Les privilèges et immunités garantis par le présent Accord sont accordés dans l'intérêt du HCDH et nullement pour un bénéfice personnel. Le Secrétaire général des Nations Unies a le droit et l'obligation de lever l'immunité pour toute personne mentionnée aux articles X, XI, XII et XIII, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts du HCDH ;

2. Le HCDH coopère à tout moment avec les autorités compétentes pour faciliter une bonne administration de la justice, assurer le respect des règlements de police et prévenir tout abus relatif aux privilèges, immunités, facilités accordés par le présent Accord.

#### **Article XV Liberté de mouvement et accès aux informations utiles**

1. Le Bureau et ses fonctionnaires peuvent en toute liberté, entrer en Mauritanie et en sortir, sans retard ni entrave pour ses fonctionnaires, biens, fournitures, matériels, pièces de rechange et moyens de transport, et ce conformément à la Convention.

2. Le Bureau et ses fonctionnaires jouissent d'une entière liberté de mouvement sur tout le territoire de la République islamique de la Mauritanie. Sans préjudice à cette liberté de mouvement, le Bureau coordonnera avec le Gouvernement les points (a), (b) et (d) ci-dessous. Aux fins de faciliter l'exercice de la liberté de mouvement, le Gouvernement facilitera l'accès en cas de besoin, en particulier dans les zones où la circulation est difficile ou réglementée. La liberté de mouvement comprend la liberté d'observation et d'enquête et les prérogatives suivantes exercées dans le cadre du mandat du Bureau :

(a) L'accès à toutes les prisons, tous les lieux de détention, d'arrestation et d'interrogatoire, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable. Les fonctionnaires du Bureau et les experts en mission ont la possibilité de s'entretenir en privé avec toute personne arrêtée, détenue, emprisonnée, interrogée ou présente en ces lieux ;

(b) Les contacts directs avec les autorités centrales et locales de toutes les administrations publiques, y compris la police et les forces armées, la Commission nationale des droits de l'homme, ainsi que l'Inspection générale des services de sécurité ;

(c) Les contacts directs avec des particuliers, des représentants d'organisations non gouvernementales et de la société civile, des communautés religieuses, des institutions privées, des hôpitaux et des centres médicaux, ainsi que des médias ;

(d) L'accès à tout document et matériel nécessaire au bon fonctionnement des activités du Bureau, y compris des archives officielles pour lesquelles le Gouvernement accordera les autorisations nécessaires, à l'exception de documents officiels dont l'accès est restreint en application de la Constitution ou des lois mauritaniennes.

**Article XVI Laissez-passer. Certificats. Visas.**

1. Le Gouvernement reconnaît et accepte que les Laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires du Bureau sont des titres valables de voyage équivalant à des passeports.
2. Conformément aux dispositions de l'Article VII de la section 26 de la Convention, le Gouvernement reconnaît et accepte les Certificats délivrés par l'Organisation des Nations Unies aux experts et autres personnes qui voyagent en Mauritanie pour le compte du Bureau.
3. Le Gouvernement accorde aux fonctionnaires et aux personnes qui voyagent pour le compte du Haut-Commissariat toute facilité qui leur assure un prompt voyage. Les visas, et autorisations d'entrée et de sortie requis seront accordés sans frais et dans le meilleur délai possible.

**Article XVII Drapeaux, emblèmes et signes distinctifs**

Le Bureau peut arborer le drapeau et/ou l'emblème des Nations Unies dans ses locaux, sur ses véhicules officiels et les rendre visibles de toute autre façon convenue entre les Parties. Les véhicules du Bureau, portent l'emblème des Nations Unies ou un signe distinctif dont le Gouvernement est notifié.

**Article XVIII Identification**

1. A la demande du Chef du Bureau, le Gouvernement délivre aux fonctionnaires du Bureau les pièces d'identité certifiant qu'ils jouissent, en cette qualité et en conformité avec la Convention et le présent Accord, des privilèges, des immunités et de la liberté de circulation, d'observation, d'enquête et d'accès à l'information et à tout document et matériel nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions ou au bon fonctionnement des activités du Bureau.
2. Les fonctionnaires du Bureau présentent sans s'en dessaisir leurs pièces d'identité à tout fonctionnaire autorisé du Gouvernement qui en fait la demande
3. Au moment de la cessation de service ou du transfert d'un de ses fonctionnaires, le Bureau veille à ce que ces pièces d'identité soient retournées sans retard au Gouvernement.

**Article XIX Engagements du Gouvernement**

1. Le Gouvernement garantit au Bureau et à ses fonctionnaires, la sécurité nécessaire sur tout le territoire de la République islamique de la Mauritanie et prend les mesures de sécurité appropriées pour la conduite efficace des activités du Bureau. A cette fin, les autorités compétentes assurent la sécurité et la protection du Bureau et de ses fonctionnaires et prennent les mesures appropriées pour qu'ils ne puissent être importunés par un accès non autorisé dans leurs locaux de personnes ou groupes de personnes en provenance de l'extérieur ou par des troubles dans leur proche voisinage.

2. Le Gouvernement s'engage à respecter le statut du Bureau régional et de ses fonctionnaires et à veiller à ce qu'aucune personne ayant affaire avec eux ne soit l'objet pour cette raison d'abus, de menaces, de sanctions, de représailles, ni être poursuivie pour cette raison.

3. Le Gouvernement, conformément aux principes et pratiques pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, respectera la totale liberté d'expression de tous les participants aux séminaires, sessions de formation, symposiums, ateliers et autres activités similaires organisée par le Bureau, auxquels la Convention s'appliquera. Tous les participants et personnes exerçant des fonctions en rapport avec les séminaires, sessions de formation, symposiums, ateliers et autres activités similaires organisée par le Bureau jouiront des privilèges et immunités, facilités et avantages nécessaires au libre exercice de leur participation et de leurs fonctions. Les participants Juiront de l'immunité de toute juridiction en ce qui concerne les paroles prononcées par eux au cours de ces séminaires, sessions de formation, symposiums, ateliers et autres activités similaires.

4. Dans tous les cas pour lesquels le présent Accord prévoit les privilèges, immunités et droits du Bureau et de ses fonctionnaires, ainsi que les facilités que le Gouvernement s'engage à fournir, le Gouvernement veille à ce que les autorités nationales compétentes respectent ces privilèges, ces immunités et ces droits et accordent les facilités en question.

5. Le Gouvernement fera connaître le présent Accord, notamment aux autorités civiles et militaires et aux autorités de police, nationales et départementales et il utilisera tous les médias officiels pour en informer la population en général. Il informera également les autorités compétentes des recommandations faites par le Bureau pour que les procédures de droit interne qu'elles appliquent soient conformes aux dispositions des instruments internationaux.

#### **Article XX Règlement des différends**

1. Tout différend entre le Haut Commissariat, pour l'Organisation des Nations Unies, et le Gouvernement, au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, hormis les différends relevant des dispositions de l'article 30 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ou de tout autre accord applicable, est réglé par voie de négociation ou par tout autre mode de règlement convenu par les deux Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociation ou par tout autre mode de règlement convenu est soumis pour décision définitive, à la demande de l'une ou l'autre partie, à un tribunal composé de trois arbitres désignés, l'un par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'autre par le Gouvernement et le troisième, qui exerce les fonctions de président, par les deux autres arbitres. Si une partie ne désigne pas un arbitre dans les soixante jours suivant la notification par l'autre partie du nom de son arbitre, ou si les deux premiers arbitres ne désignent pas le président dans les soixante jours suivant la désignation ou la nomination du deuxième d'entre eux, le Président de la Cour internationale de Justice désigne cet arbitre à la demande de l'une ou l'autre des parties au différend. Le tribunal adopte ses propres règles de procédure, fixe l'indemnisation de ses membres et la ventilation des frais entre les parties. Ses décisions sur toutes les questions de forme et de fond sont motivées, définitives et impératives pour les deux parties.

**Article XXI Liaison avec le Gouvernement**

Le Haut-Commissariat communique avec les Autorités gouvernementales et étatiques par le biais du Ministère des Affaires étrangères.

**Article XXII Accords complémentaires**

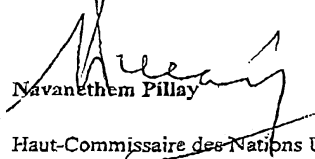
Le Haut-Commissariat et le Gouvernement peuvent conclure des accords complétant le présent Accord par échange de communications écrites des Parties dans lesquelles elles expriment la volonté.

**Article XXIII Dispositions finales**

1. Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature par les deux Parties.
2. L'Accord sera en vigueur pour une période indéterminée.
3. Le présent Accord peut être amendé par consentement mutuel des Parties par échange de communications écrites dans lesquelles elles expriment la volonté; les amendements entrent en vigueur dans les conditions définies au paragraphe 1 ci-dessus.
4. Le présent Accord cesse d'être en vigueur six (6) mois après qu'une des Parties a notifié à l'autre sa décision d'y mettre fin; sauf dans le cas de la cessation normale des activités du Bureau dans le pays et la liquidation de ses biens et avoirs.

Fait à New York, le 22 septembre 2009, en deux exemplaires originaux en langue française.

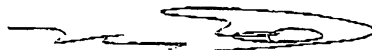
Pour le HCDH :  
(Signature)



Navanethem Pillay

Haut-Commissaire des Nations Unies  
aux droits de l'homme

Pour le Gouvernement :  
(Signature)



Mme Naha Mint Mouknass

Ministre des Affaires Etrangères et de la  
Coopération

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS AND THE GOVERNMENT OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF A COUNTRY OFFICE OF THE OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER IN MAURITANIA

The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (hereinafter referred to as “OHCHR”) and the Government of the Islamic Republic of Mauritania (hereinafter referred to as the “Government”),

Reaffirming their support for the purposes and principles of the Charter of the United Nations, particularly those set forth in article I, paragraph 3, in regard to achieving international cooperation in solving international problems of an economic, social, cultural or humanitarian character, and in promoting and encouraging respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion,

Aware of the importance of observing the provisions of the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments,

Keeping in mind the Vienna Declaration and Programme of Action adopted on 25 June 1993 at the World Conference on Human Rights, the Beijing Declaration and Platform for Action adopted on 15 September 1995 at the Fourth World Conference on Women, the United Nations Millennium Declaration adopted on 8 September 2000 by the General Assembly, the Durban Declaration and Programme of Action adopted on 8 September 2001 at the World Conference against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance, and the 2005 World Summit Outcome adopted on 16 September 2005 by the General Assembly,

Considering the commitments undertaken by the Islamic Republic of Mauritania by signing and ratifying international conventions on human rights, by inviting special procedures established with respect to human rights and by applying the recommendations elaborated by the aforesaid special procedures as well as those elaborated by the organs of treaties which have been ratified by Mauritania,

Considering that the Islamic Republic of Mauritania has not ratified the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, the two Parties to this Agreement agree that the Convention shall apply in its entirety to OHCHR, without any reservation or declaration limiting its scope until Mauritania becomes a State Party to the Convention, subject to such reservations as may be specified in this Agreement,

Considering the Agreement between the Government and the United Nations Development Programme, signed on 19 July 1979,

Considering as well that, under the two aforesaid Agreements which are in force, the Government is applying the provisions of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations to the United Nations and its organs, including OHCHR, to its property, funds and assets, and to its officials, including the Head of the Country Office, other officials, staff members assigned to perform a support service for the Country Office and

staff members recruited locally and paid at an hourly rate, and experts on mission; Country Office staff members enjoy all other privileges and immunities which may be necessary in order for OHCHR to perform its functions effectively,

Bearing in mind the Government's interest in establishing an OHCHR Country Office to assist the Mauritanian authorities in formulating and implementing strategies and programmes with a view to promoting and protecting human rights,

Bearing in mind the mandate that the United Nations General Assembly conferred upon the High Commissioner in its resolution 48/141 of 20 December 1993 for the promotion and protection of all human rights,

Considering that the establishment of the Country Office provided for under this Agreement could contribute effectively to the promotion and protection of fundamental rights and facilitate the fulfilment of commitments undertaken by Mauritania, in particular those set forth in international agreements on human rights which it has signed and ratified,

Have agreed as follows:

#### *Article I. Definitions*

For the purposes of this Agreement, the following definitions shall apply:

- (a) "Country Office" means the office in Mauritania of the Office of the High Commissioner for Human Rights;
- (b) "Convention" means the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the United Nations General Assembly on 13 February 1946;
- (c) "Premises" means the Country Office located in Nouakchott as well as secondary offices or other premises, which could be established elsewhere in the Islamic Republic of Mauritania in agreement with the Government;
- (d) "Parties" means OHCHR and the Government;
- (e) "Head of the Country Office" means the United Nations official charged with directing and supervising the activities of the Country Office, on behalf of and under the authority of the High Commissioner;
- (f) "Competent national authorities" means governmental, municipal and other representatives and officials pertaining to the administration, the courts, the army or the police.
- (g) "Country Office officials" means the Head of the Country Office and all other members of the staff of the Country Office, regardless of their nationality, employed under the United Nations Staff Regulations and Staff Rules;
- (h) "Experts on mission" means persons who are not United Nations officials as specified in paragraph (f) above, within the scope of article VI of the Convention;
- (i) "Persons performing services" means persons who are not Country Office officials or experts as mentioned above, who perform services for the Country Of-

office under article IX, paragraph 5, of the Agreement between the Government and the United Nations Development Programme signed on 19 July 1979.

*Article II. Purpose and territorial scope of the Agreement*

The purpose of this Agreement is to establish the Country Office of OHCHR in Mauritania, to establish provisions governing the legal status of the Country Office, its premises and its staff, and to facilitate its activities in cooperation with the Government.

*Article III. Application of the Convention*

The Country Office, its premises, its communications, its property, funds and assets, its laissez-passer and certificates, its staff members and experts on mission in Mauritania shall enjoy the privileges and immunities specified in the Convention.

*Article IV. Mandate and general principles for the proper functioning of the Country Office*

1. Pursuant to the Charter of the United Nations, the mandate conferred by the General Assembly in its resolution 48/141 of 20 December 1993, and under the terms of this Agreement, the Country Office shall ensure respect for the rules and principles of human rights and international humanitarian law with the aim of providing the Mauritanian authorities with advice and assistance regarding strategies, programmes and measures to be implemented to promote and protect human rights in Mauritania; in discharging that responsibility, the Country Office shall prepare evaluation reports for the High Commissioner, who shall transmit the relevant information to the Human Rights Council, the General Assembly and the Secretary-General of the United Nations. Such reports shall take into account the observations of the Government, to which they shall previously have been communicated. Within its sphere of responsibility, the Country Office shall also provide technical assistance and support for representatives of civil society, non-governmental organizations and individuals.

2. The activities of the Country Office shall be guided by the following principles:
- (a) All activities of the Country Office must contribute to fulfilling its mandate and attaining its objectives;
  - (b) The Country Office shall operate within the framework of the provisions of this Agreement, as a centre for consultation and dialogue with a view to promoting a climate of trust within all sectors concerned with human rights issues, whilst maintaining contacts and working in coordination with the Government;
  - (c) The Country Office shall act with discretion within the framework of its responsibilities and shall be guided by the principles of the United Nations, in particular the principles of impartiality, independence, objectivity and transparency.



*Article V. Functions of the Country Office*

The Country Office, acting within the terms of its mandate and under the authority of the High Commissioner, shall, *inter alia*, perform the following tasks:

- (a) Closely monitor the situation of human rights throughout the country; in performing that function, make appropriate contact with the competent authorities, with non-governmental organizations working in the area of human rights and with any individual who may be able to contribute to its mission;
- (b) Cooperate with the Government in the application of international standards with respect to human rights, particularly international instruments on human rights ratified by Mauritania and, with a view to the ratification of further international instruments in that regard, in the adoption of appropriate legislation, and in training and education with respect to human rights;
- (c) Assist the Government in implementing recommendations contained in various national and international reports in regard to human rights;
- (d) Cooperate with the Government in other areas having an impact on the promotion and protection of human rights, in particular reforming the justice system, fighting against the legacy of slavery, fighting against impunity for human rights violations that occurred in the 1980s and 1990s (known locally as the “*passif humanitaire*”, or unresolved humanitarian issues) and protecting victims of human rights violations;
- (e) Advise and assist the National Human Rights Commission (Commission nationale des droits de l’homme – CNDH), the Human Rights Directorate (Direction des droits de l’homme – DRH), police and prison staff, the courts and all other national institutions working in the promotion and protection of human rights, civil-society organizations, and individuals in regard to issues relating to the promotion and protection of human rights, including the use and functioning of national and international mechanisms to protect human rights;
- (f) Ensure that recommendations and decisions of the treaty-based bodies of the United Nations and other international organizations are taken into account by Government authorities having responsibility and authority in those areas, and to advise on the adoption of specific measures for the implementation thereof;
- (g) Advise and assist the Resident Coordinator and the United Nations country team in Mauritania with respect to issues in the promotion and protection of human rights and in the strengthening of national capacities, as well as the integration of human rights in their activities and programmes;
- (h) Provide reports to the High Commissioner, who shall, according to the circumstances and needs, transmit the relevant information to the Human Rights Council, the Secretary-General of the United Nations and the General Assembly. The timing of releasing reports and communiqués publicly shall be at the discretion of the High Commissioner. Such reports shall take into account the observations of the Government, to which they shall previously have been communicated.

*Article VI. Legal status of the Country Office*

1. The Country Office shall be located in Nouakchott. To help it carry out its activities in accordance with this Agreement, the OHCHR may establish secondary offices or other premises located elsewhere in the territory of the Islamic Republic of Mauritania, in agreement with the Government.

2. The Country Office, its secondary offices and other premises, its property, funds and assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from legal process except insofar as in any particular case the Secretary-General of the United Nations has expressly waived its immunity. It is understood, however, that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution.

3. All premises used by the Country Office shall be inviolable. Its property and assets, its secondary offices and all other premises, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation and any other form of executive, administrative, judicial or legislative interference. Premises used temporarily for meetings organized by the Country Office shall be considered, for the duration of the meeting, to be premises of the Country Office. The Country Office shall give the national authorities advance notice of arrangements for such meetings.

4. The archives of the Country Office, its premises and, in general, all documents belonging to or held by the Country Office, wherever located and by whomsoever held, shall be inviolable.

5. The competent national authorities shall not enter the premises of the Country Office in the performance of their official duties except with the express consent of the Head of the Country Office and under conditions agreed to by him or her. In the case of fire or any other disaster, such consent shall in all cases be required.

*Article VII. The Country Office, its assets and other property*

1. Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind, the Country Office:

- (a) May hold and use funds, maintain accounts in any currency and keep accounting records in foreign currencies;
- (b) Shall be free to transfer funds or foreign currency from one country to another, and to transfer funds or foreign currency from within Mauritania to other organizations or agencies of the United Nations country team in Mauritania;
- (c) Shall be accorded the most favourable rate of exchange for its financial transactions.

*Article VIII. Tax exemption*

1. The Country Office and its funds, assets, income and other property shall:
  - (a) Be exempt from all direct taxes, value-added taxes and charges, in accordance with its privileges and immunities. However, the Country Of-

fice may not claim exemption from taxes which are, in fact, no more than charges for public utility services;

- (b) Be exempt from all customs duties and prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of articles imported or exported for the official use of the Country Office. However, it is understood that articles imported under such exemptions shall not be sold on the territory of the Islamic Republic of Mauritania except under conditions agreed upon with the Government;
- (c) Be exempt from all customs duties and prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of its publications.

*Article IX. Communications*

1. The Country Office shall enjoy, in respect of its official communications and its means of communication in general, treatment not less favourable than that accorded by the Government to any diplomatic mission or other intergovernmental organization in matters of priorities, tariffs and charges, in particular, for the following means of communication: mail, telegraphy, facsimile transmission, satellite links, videoconferencing, telephony, electronic mail and text messaging, as well as all other means of communication, and for information disseminated through the press and radio broadcast.

2. The Country Office shall enjoy the facilities in respect of communications established in article III of the Convention. In consequence, no official correspondence or other official communication of the Country Office shall be subject to censorship. Such immunity shall extend to printed matter, photographic and electronic data and other forms of communication agreed upon between the Parties. The Country Office shall also have the right to use codes and to dispatch and receive its correspondence by courier or in sealed bags, all of which shall be inviolable and not subject to censorship. Country Office staff members shall have the right to communicate with their headquarters in Geneva and between each other in the field by radio, telephony, facsimile transmission, satellite links, electronic mail and any other means of communication.

*Article X. Status of Country Office staff members*

- 1. Country Office officials shall enjoy:
  - (a) The privileges and immunities specified in articles V and VII of the Convention;
  - (b) Immunity from legal process for acts performed by them in their official capacity, including words spoken or written. Such immunity shall continue to be accorded after they have ceased to perform their functions for the Country Office;
  - (c) Immunity from all inspection or confiscation of their baggage;
  - (d) Exemption from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the United Nations;
  - (e) Exemption from all national service obligations;

- (f) Exemption from immigration restrictions and alien registration;
- (g) Exemption from charges relating to the issuance of identity documents, visas, licences and permits, and from immigration formalities for them, their spouses and their dependants;
- (h) The same privileges with respect to exchange facilities as are accorded to officials of comparable rank forming part of diplomatic missions to the Government;
- (i) In time of international crisis, together with their spouses, dependants and family members under their charge, the same repatriation facilities as diplomatic envoys;
- (j) The right to import free of duty their furniture, personal effects and all household items at the time of first taking up their post in the country;
- (k) The right to import free of customs and excise duties limited quantities of certain articles intended for personal consumption, in accordance with applicable Government regulations;
- (l) The right to import a motor vehicle free of customs and excise duties, including value-added taxes, in accordance with applicable Government regulations.

3. In addition to the privileges and immunities specified above, the Head of the Country Office, together with his or her spouse and minor children, shall also enjoy the privileges and immunities, facilities and advantages normally accorded to heads of international missions. The name of the Head of the Country Office shall be entered in the diplomatic directory of the Ministry of Foreign Affairs.

*Article XI. Representatives of OHCHR and experts on mission*

Representatives of OHCHR on temporary mission to Mauritania and experts on mission working closely with the Country Office shall, during their missions, enjoy the privileges, immunities and facilities specified in article VI, sections 22 and 23, and article VII, section 26, of the Convention.

*Article XII. Persons performing services*

1. Persons performing services for the Country Office shall:
  - (a) Be immune from legal process with respect to words spoken or written and all other acts performed by them in the course of their duties. Such immunity shall continue to be accorded after they have ceased to perform services for the Country Office;
  - (b) Be given, together with their spouses and dependent family members, the same repatriation facilities in time of international crisis as diplomatic envoys.
2. For the purpose of enabling them to discharge their functions independently and effectively, persons performing services for the Country Office may be accorded such

other privileges, immunities, exemptions and facilities as may be agreed upon between the two Parties to this Agreement.

*Article XIII. Staff members locally recruited and paid at an hourly rate*

1. Country Office staff members recruited in Mauritania and paid at an hourly rate shall enjoy immunity from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity, including words spoken or written.

2. The terms and conditions of their employment shall be governed by contractual arrangements relating to their recruitment and their service record.

*Article XIV. Waiver of immunity*

1. The privileges and immunities guaranteed under this Agreement are granted in the interest of OHCHR, and not for the personal benefit of the individuals themselves. The Secretary-General of the United Nations shall have the right and the duty to waive the immunity of any person referred to in articles X, XI, XII and XIII in any case where, in his or her opinion, such immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of OHCHR.

2. OHCHR shall at all times cooperate with the competent authorities to facilitate the proper administration of justice, ensure that police regulations are respected and avoid any misuse of the privileges, immunities and facilities granted by virtue of this Agreement.

*Article XV. Freedom of movement and access to useful information*

1. The Country Office and its officials shall be entirely free to enter and leave Mauritania, without delay or hindrance for its officials, assets, equipment and furnishings, materials, spares and means of transport, in accordance with the Convention.

2. The Country Office and its officials shall have full freedom of movement throughout the territory of the Islamic Republic of Mauritania. Without prejudice to such freedom of movement, the Country Office shall coordinate items (a), (b) and (d) below with the Government. To facilitate freedom of movement, the Government shall facilitate access where needed, particularly in areas where travel is difficult or regulated. Freedom of movement shall include freedom to observe, freedom to enquire and the following prerogatives exercised within the mandate of the Country Office:

- (a) Access to all prisons and all places of detention, arrest and interrogation, without the need to give advance notice. Country Office staff members and experts on mission may conduct interviews in private with any person arrested, detained, imprisoned, interrogated or found to be present at such places;
- (b) Direct contact with central and local authorities of all Government administrations, including the police and armed forces, the National Human Rights

Commission and the Office of the Inspector General of Security Services [Inspection générale des services de sécurité];

- (c) Direct contacts with individuals, representatives of non-governmental and civil-society organizations, religious communities, private institutions, hospitals and medical centres, and communications media;
- (d) Access to all documents and materials necessary for the proper performance of the activities of the Country Office, including official files for which the Government shall grant the necessary authorizations, except for official documents to which access is restricted pursuant to the Constitution or legislation of Mauritania.

*Article XVI. Laissez-passer. Certificates. Visas*

1. The Government shall recognize and accept that United Nations laissez-passer issued to Country Office officials are valid travel documents equivalent to passports.

2. Pursuant to the provisions of article VII, section 26, of the Convention, the Government shall recognize and accept certificates issued by the United Nations to experts and other persons travelling in Mauritania on the business of the Country Office.

3. The Government shall accord officials and persons travelling on behalf of OHCHR all facilities needed to assure a prompt journey. Visas and entry and departure permits, where required, shall be granted free of charge and as promptly as possible.

*Article XVII. Flags, emblems and distinctive signs*

The Country Office may fly the flag or display the emblem of the United Nations on its premises and official vehicles, and make them visible in any other way agreed upon by the Parties. The vehicles of the Country Office shall bear the emblem of the United Nations or a distinctive sign concerning which the Government shall be notified.

*Article XVIII. Identification*

1. At the request of the Head of the Country Office, the Government shall issue identity documents for Country Office officials certifying that, in that capacity and pursuant to the Convention and this Agreement, they enjoy the privileges and immunities, freedom of movement, freedom to observe, freedom to enquire and freedom of access to information and all documents and materials needed for the performance of their functions and for the proper carrying out of the activities of the Country Office.

2. Country Office officials shall show their identity documents, without surrendering them, to any authorized Government official who asks to see them.

3. When any of its Country Office officials has ceased to perform functions for the Country Office or has been transferred, the Country Office shall ensure that these identity documents are returned to the Government without delay.

*Article XIX. Government commitments*

1. The Government shall ensure the necessary security of the Country Office and of its officials throughout the territory of the Islamic Republic of Mauritania, and shall take appropriate security measures for the effective performance of the activities of the Country Office. To that end, the competent authorities shall ensure the security and protection of the Country Office and of its officials and shall take appropriate measures so that they will not be disturbed by unauthorized entry onto their premises by persons or groups of persons from outside or by disturbances in the immediate vicinity of the Country Office.

2. The Government undertakes to respect the legal status of the Country Office and its officials and to ensure that no one having dealings with it shall, on that account, suffer abuse, threats, penalties, reprisals or prosecution.

3. In accordance with the pertinent principles and practices of the United Nations, the Government shall respect the total freedom of expression of all participants in seminars, training sessions, symposia, workshops and other similar activities organized by the Country Office, to which the Convention shall apply. All participants and persons performing functions in connection with the seminars, training sessions, symposia, workshops and other similar activities organized by the Country Office shall enjoy the privileges and immunities, facilities and advantages needed for the free exercise of their participation and their functions. Participants shall enjoy immunity from all legal process in respect of words spoken by them in the course of those seminars, training sessions, symposia, workshops and other similar activities.

4. In all cases in which this Agreement provides for privileges, immunities and rights of the Country Office and its officials, as well as the facilities that the Government undertakes to grant, the Government shall ensure that the competent national authorities respect those privileges, immunities and rights and grant those facilities.

5. The Government shall notify the civilian and military authorities and the national and departmental police authorities of this Agreement, and shall use all official media to inform the general public about it. It shall also inform the competent authorities of the recommendations made by the Country Office to ensure that the procedures which they apply under internal law conform to the provisions of international instruments.

*Article XX. Settlement of disputes*

1. Any dispute between the Office of the United Nations High Commissioner and the Government relating to the interpretation or application of this Agreement, other than disputes covered by the provisions of article 30 of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations or any other applicable agreement, shall be settled by negotiation or other mode of settlement agreed upon by the two Parties.

2. Any dispute that is not settled by negotiation or other agreed mode of settlement shall be submitted for a definitive ruling, at the request of either Party, to a tribunal composed of three arbitrators, one of whom shall be appointed by the Secretary-General of the United Nations, another by the Government, and the third, who shall be the Chairman, by the other two arbitrators. If within sixty days of being notified by the other Party

of the name of its arbitrator, a Party does not appoint an arbitrator, or if the first two arbitrators do not appoint the Chairman within sixty days of the designation or appointment of the second arbitrator, the President of the International Court of Justice shall, at the request of either of the Parties to the dispute, appoint that third arbitrator. The tribunal shall adopt its own rules of procedure, assess its members' compensation and distribute costs between the Parties. The tribunal's decisions on all procedural matters and on the merits shall be substantiated, definitive and binding for both Parties.

*Article XXI. Liaison with the Government*

The Office of the High Commissioner shall communicate with the Government and State authorities through the Ministry of Foreign Affairs.

*Article XXII. Complementary agreements*

The Office of the High Commissioner and the Government may conclude agreements supplementing this Agreement by exchanging written communications between the Parties expressing the desire to do so.

*Article XXIII. Final provisions*

1. This Agreement shall enter into force upon its signature by both Parties.
2. This Agreement shall remain in force for an indeterminate period.
3. This Agreement may be amended by mutual consent of the Parties by exchanging written communications expressing the desire to do so; the amendments shall enter into force on the terms and conditions established in paragraph 1 above.
4. This Agreement shall cease to be in force six (6) months after either of the Parties has given notice in writing to the other of its decision to terminate the Agreement, except as may be necessary for the orderly cessation of the activities of the Country Office within the country and the liquidation of its property and assets.

DONE at New York on 22 September 2009 in two originals in the French language.

For OHCHR:

NAVANETHEM PILLAY

United Nations High Commissioner for Human Rights

For the Government:

MRS. NAHA MINT MOUKNASS

Minister of Foreign Affairs and Cooperation